



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Politique de la défense

Question au Gouvernement n° 2106

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Paul Quiles.

M. Paul Quiles. Monsieur le Premier ministre, voici un an la France, sous votre impulsion et celle du Président de la République, a décidé de réintégrer les structures militaires de l'OTAN, afin, nous a-t-on dit, d'établir un vrai partenariat avec les États-Unis et de construire un pilier européen de la défense.

Un an plus tard, force est de constater que les résultats sont très loin d'être à la hauteur des espérances. Ainsi, avec les États-Unis, les relations n'ont jamais été aussi execrables. Je passe rapidement sur l'épisode un peu ridicule du toast à Warren Christopher, qui n'a pas grandi, on peut le dire, notre ministre des affaires étrangères. (Vives protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

À l'ONU, vous avez capitulé lors de la désignation du successeur de Boutros Boutros-Ghali...

M. Jean-Yves Le Deaut. C'est vrai !

M. Paul Quiles. ... réussissant l'exploit de passer d'une majorité de quatorze contre un à une position isolée de un contre quatorze !

À l'OTAN, vous allez aussi probablement capituler sur l'affaire du commandement Sud, après en avoir fait imprudemment une question de principe. Quant au pilier européen de défense, notre réintégration dans l'OTAN en a malheureusement dissipé toute perspective.

Certes, le Président de la République a annoncé récemment, avec le chancelier Kohl, un nouveau concept, une nouvelle doctrine de défense franco-allemande, mais nous n'en connaissons actuellement rien, à tel point qu'on se demande si elle n'est pas classée secret défense !

Le problème, monsieur le Premier ministre, est que la France est moins respectée dans le monde (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre) et que le volontarisme verbal du Gouvernement français fait sourire dans les capitales étrangères, pendant que les États-Unis règnent en maîtres sur le monde. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. le président. Monsieur Quiles, posez votre question.

M. Paul Quiles. Entre nous, monsieur le Premier ministre, ne trouvez-vous pas que ce discrédit, pour ne pas dire ce fiasco diplomatique, est calamiteux pour notre pays ? (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères. Monsieur le député, votre question - si l'on peut appeler cela une question - comporte deux éléments : l'un sérieux, auquel je vais répondre d'abord, et un autre sur lequel je ne vais pas manquer de vous dire quelques mots.

La question sérieuse est celle de savoir si nous faisons bien de tenter de moderniser et de renover l'Alliance atlantique. La réponse est oui, évidemment. Cette décision ne date d'ailleurs pas de 1995, mais de 1994, mais il est vrai que le présent gouvernement, sur instruction du Président de la République et du Premier ministre, a pris la décision de proposer aux autres pays de s'engager à fond dans la rénovation des structures militaires de l'Alliance, annonçant même que, si cette négociation aboutissait à des résultats satisfaisants, la France pourrait

prendre toute sa place dans des structures renovees.

M. Henri Emmanuelli. Voyons !

M. le ministre des affaires etrangeres. Tel est l'objectif; il est tres precis et tres clair. Evidemment, les discussions ne sont pas simples, mais nous avons fait enormement de progres depuis un an. Il reste quelques questions a resoudre; ce sera le travail des mois a venir. Dans tout cela, nous servons l'interet de la nation. Cela etant, j'ai ete fort choque par certains de vos propos. Vous avez cru de bon ton de soutenir ici, a propos d'un incident en effet grotesque, entierement manipule par certains milieux americains qui en sont a l'origine, la these que ces derniers defendent. Cela est particulierement etrange. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)

Nous devrions au contraire etre tous solidaires pour defendre la respectabilite de la France, non pas la mienne, mais celle de la nation.

J'ai egalement ete choque de vous voir ricaner au micro, dans votre fonction de parlementaire de la Republique, sur la diplomatie francaise.

M. Andre Fanton. La voix de l'Amerique !

M. le ministre des affaires etrangeres. En effet, il s'agit d'un domaine dans lequel nous devrions etre ensemble plutot que les uns contre les autres. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.) Franchement, tout cela est assez miserable. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

Texte de la réponse

M. le president. La parole est a M. Paul Quiles.

M. Paul Quiles. Monsieur le Premier ministre, voici un an la France, sous votre impulsion et celle du President de la Republique, a decide de reintegrer les structures militaires de l'OTAN, afin, nous a-t-on dit, d'etablir un vrai partenariat avec les Etats-Unis et de construire un pilier europeen de la defense.

Un an plus tard, force est de constater que les resultats sont tres loin d'etre a la hauteur des esperances. Ainsi, avec les Etats-Unis, les relations n'ont jamais ete aussi execrables. Je passe rapidement sur l'episode un peu ridicule du toast a Warren Christopher, qui n'a pas grandi, on peut le dire, notre ministre des affaires etrangeres. (Vives protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

A l'ONU, vous avez capitule lors de la designation du successeur de Boutros Boutros-Ghali...

M. Jean-Yves Le Deaut. C'est vrai !

M. Paul Quiles. ... reussissant l'exploit de passer d'une majorite de quatorze contre un a une position isolee de un contre quatorze !

A l'OTAN, vous allez aussi probablement capituler sur l'affaire du commandement Sud, apres en avoir fait imprudemment une question de principe. Quant au pilier europeen de defense, notre reintegration dans l'OTAN en a malheureusement dissipe toute perspective.

Certes, le President de la Republique a annonce recemment, avec le chancelier Kohl, un nouveau concept, une nouvelle doctrine de defense franco-allemande, mais nous n'en connaissons actuellement rien, a tel point qu'on se demande si elle n'est pas classée secret defense !

Le probleme, monsieur le Premier ministre, est que la France est moins respectee dans le monde (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre) et que le volontarisme verbal du Gouvernement francais fait sourire dans les capitales etrangeres, pendant que les Etats-Unis regnent en maitres sur le monde. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

M. le president. Monsieur Quiles, posez votre question.

M. Paul Quiles. Entre nous, monsieur le Premier ministre, ne trouvez-vous pas que ce discredit, pour ne pas dire ce fiasco diplomatique, est calamiteux pour notre pays ? (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la

democratie française et du Centre.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères. Monsieur le député, votre question - si l'on peut appeler cela une question - comporte deux éléments: l'un sérieux, auquel je vais répondre d'abord, et un autre sur lequel je ne vais pas manquer de vous dire quelques mots.

La question sérieuse est celle de savoir si nous faisons bien de tenter de moderniser et de renover l'Alliance atlantique. La réponse est oui, évidemment. Cette décision ne date d'ailleurs pas de 1995, mais de 1994, mais il est vrai que le présent gouvernement, sur instruction du Président de la République et du Premier ministre, a pris la décision de proposer aux autres pays de s'engager à fond dans la rénovation des structures militaires de l'Alliance, annonçant même que, si cette négociation aboutissait à des résultats satisfaisants, la France pourrait prendre toute sa place dans des structures renouées.

M. Henri Emmanuelli. Voyons !

M. le ministre des affaires étrangères. Tel est l'objectif; il est très précis et très clair. Évidemment, les discussions ne sont pas simples, mais nous avons fait énormément de progrès depuis un an. Il reste quelques questions à résoudre; ce sera le travail des mois à venir. Dans tout cela, nous servons l'intérêt de la nation. Cela étant, j'ai été fort choqué par certains de vos propos. Vous avez cru de bon ton de soutenir ici, à propos d'un incident en effet grotesque, entièrement manipulé par certains milieux américains qui en sont à l'origine, la thèse que ces derniers défendent. Cela est particulièrement étrange. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)

Nous devrions au contraire être tous solidaires pour défendre la respectabilité de la France, non pas la mienne, mais celle de la nation.

J'ai également été choqué de vous voir ricaner au micro, dans votre fonction de parlementaire de la République, sur la diplomatie française.

M. André Fanton. La voix de l'Amérique !

M. le ministre des affaires étrangères. En effet, il s'agit d'un domaine dans lequel nous devrions être ensemble plutôt que les uns contre les autres. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.) Franchement, tout cela est assez misérable. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

Données clés

Auteur : [M. Quilès Paul](#)

Circonscription : - SOC

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2106

Rubrique : Défense nationale

Ministère interrogé : affaires étrangères

Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 décembre 1996, page 8518

Réponse publiée le : 19 décembre 1996, page 8518

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 19 décembre 1996